

Pour publication immédiate

Contact presse:

Citigate Dewe Rogerson

Ari Levine/ Sixtine Nördin

+33 (0)1 53 32 84 71 / +33 (0)1 53 32 84 79

ari.levine@citigate.fr / sixtine.nordin@citigate.fr

Selon Western Asset, filiale de Legg Mason, l'euro devrait devenir une monnaie de réserve et la zone euro devrait s'élargir au cours des prochaines années

Paris, le 14 juin 2011. Western Asset Management, filiale de Legg Mason gérant 456 milliards de dollars d'actifs obligataires dans le monde, estime que l'euro pourrait devenir une monnaie de réserve mondiale et que la zone euro pourrait accueillir de nouveaux membres au cours des prochaines années.

Selon Michael Story, économiste chez Western Asset, la très probable restructuration de la dette de certains Etats périphériques ne devrait pas provoquer l'effondrement de l'euro. A court, voire moyen, terme, la monnaie unique pourrait même consolider sa position de devise stratégique avec la possible entrée dans l'Union d'anciens Etats du bloc soviétique.

« L'euro devrait résister aux fortes pressions baissières et pourrait même acquérir le statut de monnaie de réserve mondiale, » affirme-t-il. « Nous ne voyons pas comment les Etats périphériques pourraient sortir de l'impasse actuelle sans restructurer leur dette. Une telle restructuration nous paraît indissociable des efforts déployés en vue de leur maintien dans l'Union monétaire européenne. La zone euro pourrait même s'élargir à d'autres pays. »

M. Story fait remarquer que l'Estonie a récemment fait son entrée dans la zone euro, tandis que la Lettonie, la Lituanie et la Pologne se sont fixées 2015 comme date butoir. « Pour ces petites économies situées à la périphérie de l'Europe, l'euro représente l'aboutissement d'un long processus de transition d'un modèle d'économie planifiée passéiste vers la démocratie libérale de l'âge moderne, » explique-t-il.

S'agissant des Etats membres actuels, M. Story ne voit pas comment ils pourraient sortir de la zone euro dans l'immédiat et ce, en dépit des difficultés que traverse l'union monétaire. L'éventuelle introduction d'une « néo-drachme » en Grèce aurait selon lui un effet domino – se traduisant notamment par une dévaluation de la monnaie et une fuite des dépôts vers les banques allemandes, plus sûres – qui amènerait la Grèce à prendre des mesures extrêmement contre-productives.

« Au final, la Grèce n'aurait pas d'autre solution que de restreindre les retraits de dépôts, fermer ses frontières, imposer des contrôles très stricts sur les flux de capitaux et suspendre l'activité du marché obligataire – autant de mesures qui seraient probablement tout aussi impopulaires et nettement plus préjudiciables à l'économie grecque que son maintien dans la zone euro, » affirme-t-il.

Si les Etats périphériques sont peu disposés à sortir de l'euro, les pays du cœur de l'Europe sont tout aussi peu tentés par l'idée, explique M. Story. « Certes, l'Allemagne pourrait bien se lasser de son rôle de bailleur de fonds de dernier ressort et la réintroduction éventuelle du mark ne déclencherait pas de panique bancaire, » affirme-t-il. « Mais l'euro s'est avéré une manne pour le secteur exportateur allemand et explique en partie l'excédent actuel de l'économie allemande. L'Allemagne est le principal bénéficiaire de la monnaie unique et n'a aucun intérêt à en sortir. »

Selon lui, la monnaie unique a été un moteur décisif de la libéralisation des échanges commerciaux, de l'intégration des marchés financiers, ainsi que de la réforme du marché du travail et de la convergence spectaculaire des taux d'inflation dans l'ensemble de la zone euro. « Aujourd'hui, même après la crise financière mondiale, les disparités en termes d'inflation et de croissance économique entre les différents Etats membres restent inférieures à ce qu'elles étaient avant la formation de l'union monétaire, » déclare-t-il.

A terme cependant, malgré les réformes significatives mises en œuvre dans un « laps de temps extrêmement court », des obstacles de taille subsistent au niveau politique et monétaire. « Les électeurs devront lâcher davantage de leur souveraineté nationale qu'ils ne sont, pour la plupart, prêts à le faire actuellement, » affirme-t-il. « Des erreurs politiques ne peuvent être exclues. Elles sont même probables. La décision de la BCE d'amorcer dès maintenant un cycle de resserrement monétaire pourrait s'avérer la première erreur de ce type. S'il se justifie peut-être du point de vue macro-économique, un tel durcissement érode ce qui subsiste de la légitimité politique de la zone euro. Or cette légitimité politique est le gage ultime de la survie de la monnaie unique, tout comme elle le fut pour l'étalon-or. »

- Fin -

Notes to editors

About Legg Mason Global Asset Management

Legg Mason est une société de gestion de fonds internationaux dont l'encours total sous gestion s'élève à 678 Md\$ au 31 mars 2011. La société offre une large gamme de styles de gestion d'actifs sur les grands marchés internationaux. Legg Mason, Inc., basée à Baltimore (Etats-Unis) et cotée sur le New York Stock Exchange (symbole : LM)

Site Internet : <http://www.leggmason.fr>